SUPPLEMENT A LA REVUE

"SOCIALISME OU BARBARIE"

POUVOIR OUVRIER

Avril 1961 - N°28 Prix: 0,20 NF.

SOMMAIRE

Violence et société bourgeoise.

Manifestation contre la bombe à Londres.

La hiérarchie (II).

La Parole aux Travailleurs

- Retour d'Algérie.
- Services Sociaux ou privilèges pour les copains ?
- Enseignants: la fausse couche de la F.E.N.
- J'habite dans un LOGECO.

POUR QUOI NOUS LUTTONS.

VIOLENCE ET SOCIETE BOURGEOISE

Parce que la domination française sur l'Algérie s'écroule, les explosions de plastic se succèdent. Derniers sursauts de la minorité européenne qui se retourne contre l'Etat prêt à "capituler" devant les algériens.

Le démocrate bourgeois s'indigne; il reprouve la violence : celle des "ultras" comme celle du F.L.N. Pourtant, conquise par une guerre féroce, l'Algérie a subi pendant un siècle la contrainte quotidienne exercée par les citoyens français sur les "indigènes". Mais cette violence-là ne troublait pas le démocrate. Elle était LEGALE. L'insurrection algérienne, par contre, l'a profondément choqué : c'était une violence ILLEGALE.

Quant aux algériens, ils ont découvert le grain sous la paille : LEGAL ou ILLEGAL ne sont que des mots qui expriment une certaine situation, un certain rapport de force entre des individus, des groupes sociaux ou des collectivités. Ce qui est illégal aujourd'hui peut devenir légal demain si le plus faible devient le plus fort. La société bourgeoise, et à plus forte raison la société coloniale, ne sont nullement fondées sur la paille de la démocratie mais sur le grain de la violence : depuis le gendarme verbalisateur jusqu'au napalm qui brûle le village, jusqu'au peloton d'exécution qui tue le rebelle. Une situation fondée sur la violence, seule une violence plus forte peut la changer. Ce que confirment les sept années de guerre aboutissant bientôt à l'indépendance de l'Algérie.

Ayant approuvé la domination française pendant cent ans, le démocrate bourgeois a condamné l'insurrection algérienne pendant sept ans. Aujourd'hui, les "chefs de brigands" les "assassins FLN" sont reconnus comme interlocuteurs par le Gouvernement français; demain ils seront peut-être ministres respectés, ambassadeurs honorés.

La légalité se déplace du côté de l'Algérie indépendante; elle se retire de l'Algérie française.

C'est pourquoi le plastic des "ultras" déplaît au démocrate. Le para qui lançait une grenade dans un gourbi algérien, tuant femmes et enfants, était un héros. Le même para, habillé en civil et allumant le détonateur sous les fenêtres de Mr. Coup de Fréjac, haut fonctionnaire de De Gaulle, est un assassin.

Pourtant, le plastic n'est que la suite désespérée d'autres formes de violence, hier glorifiées, ou honteusement acceptées : ratissages, tortures, camps de concentration, 13 mai. Mais c'est qu'aujourd'hui les "ultras", les colons, la minorité européenne d'Algérie ont cessé d'être les plus forts.

Contre leur violence, on invoque l'autorité de l'Etat : que la police arrête donc les coupables ! Mais l'autorité de l'Etat, à son tour, n'est que violence. La fonction de l'Etat est de faire respecter un certain régime. Ce régime est fondé sur l'exploitation de la majorité - les travailleurs - par une minorité : les patrons, les dirigeants. La violence de l'Etat s'exerce aussi bien brutalement, sur les corps - police, prisons, armée, CRS - que subtilement, sur les cervelles : école, presse, radio, cinéma, littérature. Brutale ou subtile, elle vise à faire prévaloir l'intérêt général de la classe dominante, la bourgeoisie, soit contre les travailleurs soit contre une collectivité opprimée, comme les algériens, soit même contre une catégorie sociale privilégiée, mais "indisciplinée", dont les intérêts particuliers entrent à un certain moment en conflit avec les intérêts généraux de la bourgeoisie dans son ensemble : les européens d'Algérie actuellement. Bien entendu, dans ce dernier cas, la violence de l'Etat s'atténue, on n'arrête, on ne sévit qu'en dernière extrémité; l'Etat ne confond pas un Lagaillarde "rebelle" avec un rebelle algérien.

Le plastic "ultra", la bombe FLN ne sont donc que les formes extrêmes de la violence utilisée par des collectivités en vue de faire prévaloir leurs intérêts. Quant à la violence permanente de l'Etat, elle s'exerce autrement. L'Etat n'a pas besoin de faire du terrorisme, il se contente d'"assurer l'ordre".

Tous ces emplois de la violence ont leurs défenseurs, leurs apologistes. Plus même : l'ensemble de la classe ou de la collectivité en faveur de laquelle la violence est exercée, approuve son emploi, y compris sous la forme de terrorisme. La majorité des algériens se solidarise avec l'insurrection. La majorité d'européens avec l'activité des "ultras". La violence de l'Etat est approuvée par la bourgeoisie, dont elle protège les intérêts. Avec son vetêment de LEGALITE, elle l'est d'ailleurs par la majorité des français.

Une seule violence ne trouve ni défense ni justification. C'est celle de la classe qui subit en permanence tout le poids de la société bourgeoise: le prolétariat. Si un algérien jette une bombe, le FLN approuvera. Si un plastiqueur tue le maire d'Evian, les "ultras" se réjouiront. Mais quand les ouvriers de chez Renault cassent les vitres des bureaux, Mr. Dreyfus, Directeur, et tous les dirigeants syndicaux sont unanimes à condamner cet "acte de vandalisme", la CGT publie un tract pour dénoncer les "provocateurs".

Chaque classe, chaque groupe social, chaque collectivité se sert de la violence pour appuyer ses intérêts. Des organisations ou des hommes la revendiquent. Krim Belkacem et le FLN assument l'insurrection algérienne. De Gaulle le 13 mai. Salan le 24 janvier.

Une seule classe n'a ni organisations ni hommes qui revendiquent sa propre violence : c'est la classe ouvrière. Pour ceux qui se disent dirigeants des travailleurs, les seuls moyens à employer sont les "armes" pacifiques du bulletin de vote, de la pétition, de la grève symbolique, de la manifestation autorisée. Abondamment utilisées depuis sept ans, ces "armes" n'ont en rien modifié le cours de la guerre d'Algérie, n'ont absolument rien changé à cette honteuse réalité : depuis 1954, des jeunes travailleurs français sous l'uniforme font la guerre au peuple algérien pour le compte des colons, des "ultras" et des capitalistes.

Certes, les travailleurs n'ont pas besoin du terrorisme pour lutter l'attentat individuel n'est pas l'arme d'une force sociale concentrée, massive, comme la classe ouvrière. Mais dans une société où tout est basé sur la violence, elle doit opposer sa propre violence, organisée, cohérente, à celle des groupes sociaux minoritaires qui l'exploitent et l'asservissent.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

MANIFESTATION CONTRE LA BOMBE ATOMIQUE A LONDRES

(Récit d'un camarade de P.O.)

Le lundi de Pâques, nous rejoignons le point de ralliement, dans la grande banlieue Ouest de Londres. C'est le dernier jour de la "marche", commencée samedi; les groupes qui viennent de diverses bases nucléaires doivent converger à Trafalgar Square, en plein centre.

Il n'est pas 9 heures du matin, il pleut sans arrêt, les "marcheurs" sont déjà plusieurs milliers. Des délégations européennes, américaine, australienne, arabe, japonaise, etc. Chez les anglais : les anglicans, les catholiques, les baptistes, les méthodistes, les quakers; des jeunes travaillistes, la jeunesse communiste au grand complet. Des banderoles de toutes les couleurs, avec des inscriptions toujours de la même couleur : "nous voulons vivre", "interdisez la bombe",etc. Les jeunes ont des guitares, des groupes chantent des airs à la mode, des cantiques. Il y a un orchestre de jazz, plus loin une sorte d'harmonie municipale. Peu à peu les délégations se disposent en une interminable queue. Tout autour on distribue des tracts : pacifistes, fédéralistes, mondialistes, etc., et des fanions, des insignes portant la marque du Comité pour le désarmement nucléaire. Tout le monde bavarde gentiment, les jeunes chahutent un peu. On vend du lait, mais aussi des brochures et des journaux: le quotidien du PC, le journal trotskiste, la revue des anarchistes. Nous nous mettons à crier et à vendre l'Agitator, le journal du groupe anglais pour le Pouvoir Ouvrier. Accueil tantôt curieux (chez les arabes, les jeunesses communistes), tantôt indifférent ou ironique (un jeune belge: allez donc, eh, scissionistes trotskistes !).

Et puis on se met en marche, en discutant, en s'abritant de la pluie, sur le bord de la chaussée. A mesure qu'on entre dans le centre de Londres, les trottoirs et les fenêtres se remplissent de curieux, et la rue de voitures. On marche au milieu des autos. De temps en temps, les flics coupent le cortège pour débloquer la circulation. Il y a environ 50.000 personnes qui avancent à 4 ou 5 de front. Les "marcheurs" crient aux spectateurs : "avec nous !". Je vois une famille qui prend place dans le cortège. On chante des airs cow-boy, des negro spirituals, des psaumes, des rengaines avec des paroles spéciales contre la bombe, que les organisateurs ont réunies dans un petit fascicule, distribué au début. En passant dans le quartier de Kensington, on crie "Hiroshima, Nagasaki....Kensington !". Les habitants de Kensington écoutent cela attentivement, sans sourciller.

Vers une heure, on s'arrête dans Hyde Park. On est trempé, on mange des sandwiches, en discutant. Nous recommençons la vente d'Agitator. Le journal est bien accueilli par les jeunes communistes, la bouche pleine, prêts à discuter, par les vieux militants à qui ça rappelle des souvenirs. Véhémente discussion avec des mineurs écossais, communistes, qui nous achètent le journal et une brochure sur les métallos faite par nos camarades anglais : il s'agit de savoir si le PC est une organisation révolutionnaire ; nous leur parlons de l'attitude du PC français par rapport à l'Algérie; un camarade anglais enchaîne sur le PC anglais dans les grèves.

A trois heures, Trafalgar Square est noir de monde. Les délégations continuent d'arriver. 130.000 personnes, dit-on, la plus forte manifestation à Londres depuis longtemps. On continue à vendre, à discuter. Agitator ? dit un vieil ouvrier, j'ai 60 ans, trop tard pour agiter. Il l'achète. Les haut-parleurs diffusent des discours. Les gens se taisent mais n'écoutent pas. Ils regardent leur nombre. Ils se disent : quand même, ça prouve quelque chose. Peut-être se demandent-ils ce que ça prouve. Beaucoup de londoniens sont venus "voir", avec leurs gosses. Classe moyenne, travailleurs, jeunes et vieux sont mêlés. A aucun moment ne surgit une banderole non-conformiste, du genre : "Pour en finir avec la bombe, le pouvoir aux travailleurs"; pas de slogan autre que pacifiste.

Au moment de la dispersion, plusieurs centaines de manifestants vont s'asseoir sur les marches de l'ambassade américaine. Là on discute pour savoir s'il faut aller en faire autant devant l'ambassade russe. La bombe russe est-elle, oui ou non, "la bombe des travailleurs" ? Les staliniens, des trotskistes essaient de le soutenir et s'opposent à cette initiative. Finalement un petit groupe va s'asseoir sur les marches de l'"ambassade des travailleurs".

Cette affluence, cette atmosphère mélangée, qu'est-ce que "ça prouve" ? D'abord que les anglais, travailleurs ou petits bourgeois, ne veulent pas être atomisés, et qu'ils jugent utile de le manifester collectivement. Il y a une volonté évidente, même si elle est bon enfant, d'intervenir dans les affaires publiques. En France, après six ans de guerre contre les algériens, le paroxysme de la lutte contre cette guerre a rassemblé, dans d'autres conditions bien sûr, 15.000 personnes à la Mutualité. En Angleterre, vingt ans après les bombardements de Londres, 130.000 personnes ont manifesté pour "bannir la bombe".

Mais en même temps cette volonté ne trouve pas d'expression ni d'organisation qui lui soient conformes : les travaillistes sont pour la bombe atomique anglaise; les staliniens ont deux bombes à faire avaler, celle de la Russie et celle des travaillistes, parce qu'ils veulent rester à l'intérieur des syndicats et ne peuvent attaquer de front les travaillistes; les trotskystes eux-mêmes défendent la bombe russe. Sur tous ces gens-là, un simple quaker à l'immense avantage de n'avoir aucune bombe quaker à se faire pardonner. Dans ces conditions, la revendication pour le désarmement reste purement morale. Pourtant, elle contient une critique des deux Blocs, Europe comprise, par conséquent une critique de la "politique", qu'elle soit de droite ou de"gauche". L'embarras de la "gauche" devant les armes nucléaires russes en est un signe, comme l'embarras des travaillistes en face des armements occidentaux. Mais cette critique ne peut pas se développer dans le cadre du simple pacifisme. La bombe H est une des formes les plus spectaculaires que prend la domination des dirigeants sur la population; mais c'est seulement une forme de cette domination. On ne peut pas "bannir la bombe" si on ne bannit pas les dirigeants. Désarmer réellement c'est détruire la nécessité de l'armée. Il n'y a pas de paix possible dans une société où quelques uns ont les moyens de détruire tous les autres.

VIENT DE PARAITRE:

SOCIALISME OU BARBARIE

N° 32 - Avril/Mai 1961

Au Sommaire : - P.Cardan: La signification des grèves belges - Témoignages et reportages sur le développement des grèves - D.Mothé: Les leçons des grèves belges - S.Chatel: La loi unique et les réformes de structures.
- J.F.Lyotard: En Algérie, une vague nouvelle.
- Ph.Guillaume: Dix semaines en usine (II).
- P.Cardan: Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne.

En vente: kiosques, librairies, gares. Le numéro : 3 NF.
Abonnement un an (4 numéros): 10 NF.
42, rue René-Boulanger, Paris 10e.
C.C.P. Paris 11.987.19

LA HIERARCHIE (II)

Le passage d'ouvriers professionnels ou d'OS dans la maîtrise se fait de 2 façons. L'une par cooptation pure et simple; c'est le patron qui choisit parmi ses ouvriers les plus fidèles celui qui sera digne de devenir son intermédiaire pour transmettre ses ordres. Cette méthode est surtout pratiquée dans les petites usines. L'autre façon c'est la cooptation indirecte, par le truchement d'un examen. Ce sont les grandes usines qui pratiquent cette méthode pour prouver l'impartialité et la rationalité de leur système.

Pour être chef d'équipe ou contremaître, on demande aux candidats des connaissances générales, théoriques et technologiques. Vu le nombre élevé de candidats et l'élévation du niveau scolaire, ces concours deviennent de plus en plus difficiles. Pourtant la difficulté des examens n'a rien à voir avec les tâches que doit accomplir la maîtrise. La tâche de la maîtrise est presque exclusivement un travail de discipline, de pointage, de surveillance, de signature de bons et de transmission des ordres; c'est à dire une tâche bien plus simple que le travail productif proprement dit. Peu à peu la maîtrise oublie ses connaissances théoriques qu'elle a du étaler lors des examens, elle oublie la pratique de son métier, et, derrière son bureau, se trouve bien vite dépassée par l'évolution et la transformation du travail. Les tâches de paperasse remplacent un travail productif.

Les examens ont pourtant leur utilité :

a) ils sont destinés à donner aux chefs un certain prestige vis à vis de leurs subordonnés.

En principe ce sont eux qui "savent", même si ce qu'ils savent ne sert jamais à personne. Dans ce sens, les examens sont destinés à jouer un rôle mystificateur en faisant croire aux gens que la hiérarchie sociale est basée sur la connaissance.

b) les examens servent de barrière pour filtrer les gens qui, en trop grand nombre veulent entrer dans les catégories privilégiées

La classe dirigeante élève des obstacles pour sélectionner ceux qui doivent passer dans ses rangs, mais les barrières des examens ne sont que de faibles obstacles à côté des barrières morales qui se dressent devant ces postes.

Les travailleurs arrivent à passer d'une catégorie dans une autre même si leurs garanties "morales" ne sont pas suffisantes. Mais quand il s'agit de passer dans la maîtrise, les garanties "morales" sont absolument indispensables. Il faut que les dirigeants soient surs que la maîtrise fera respecter l'ordre et la discipline; c'est pourquoi les candidats sont surtout choisis en fonction de ces qualités.

Les cadres subalternes n'ont souvent que des rôles intermédiaires. Ce sont eux qui transmettent les ordres que d'autres chefs leur ont donné. Le privilège du transport des ordres est payé davantage que leur exécution.

On essaie ainsi de les parer de tout un ornement inutile, pour leur donner plus de valeur. Les ordres reviennent très chers, ce n'est pas pour celà qu'ils sont plus appréciés.

La pratique du métier de chef se fait autour d'un bureau. Sa principale fonction est la réprimande et la menace. Si les ordres ont un prix de revient élevé ce n'est rien par rapport au prix des engueulades qui, elles, restent les marchandises les plus coûteuses dans une entreprise : premièrement parcequ'elles sont fabriquées la plupart du temps en commun par un nombre considérable de chefs,

deuxièmement parce que ceux qui les fabriquent font partie du personnel le plus rétribué.

Si le travail de la maîtrise ne nécessite pas d'aptitudes manuelles ou intellectuelles, il exige par contre certaines aptitudes incontestables: celles qu'on apprécie dans toutes les professions qui ont un rôle coercitif: adjudants ou gardiens de prison, par exemple. Cependant, à l'usine, les chefs doivent non seulement faire respecter la discipline, mais encore obtenir des travailleurs les plus hauts rendements et un travail de meilleure qualité. Pour cela, ils devront être habiles et rusés, car ce n'est ni avec la matière ni avec la technique qu'ils auront à faire, mais avec d'autres hommes, vis-à-vis desquels ils ont énormément de pouvoir.

Bien que la société n'ait pas encore exigé des examens sur la coercition, elle n'en a pas moins créé des instituts où savants et sociologues sont chargés d'établir des analyses et des lois pour donner un aspect scientifique et rationnel à cette fonction: organisation du travail, publics relations, sociologie du travail, relations humaines, etc.

Les sommes colossales qui sont investies dans ces entreprises devront être largement compensées par les résultats qui sont censés en découler: meilleure discipline, meilleur rendement, attachement des travailleurs à l'usine, etc.

Comme nous le voyons, et malgré toute le mystification qui l'entoure, la promotion sociale se fait par le haut, et non en fonction de connaissances générales ou de valeurs humaines reconnues par la société, mais en fonction de certaines valeurs particulières qui sont les valeurs indispensables aux dirigeants. Toutefois, on ne peut comprendre les caractéristiques communes des chefs qu'en fonction de leur tâche et de ce qu'on exige d'eux.

En règle générale, les chefs doivent avoir deux visages: l'un qu'ils tournent vers leurs subordonnés, l'autre vers leurs supérieurs. Ces deux visages doivent être totalement différents.

L'attitude du chef vis-à-vis de ses subordonnés est dictée par une préoccupation majeure: SE FAIRE OBEIR.

Le commandement à la "schlague", s'il pouvait être efficace pour des travaux élémentaires comme le terrassement par exemple, ne l'est plus pour des travaux exécutés sur des machines coûteuses, où la non-adhésion des travailleurs peut entraîner soit le sabotage soit la perturbation de tout l'ensemble productif. C'est pourquoi il y a dans le commandement des chefs le souci constant d'obtenir l'adhésion volontaire de ceux qui reçoivent les ordres.

Dans la mesure où les travailleurs n'ont pas participé à l'établissement des ordres, ils y sont souvent hostiles. Pour remédier au peu de prestige de ces ordres, il faut que ceux qui les donnent se parent de tous les oripeaux nécessaires pour se faire, sinon vénérer, du moins pas trop mépriser. Mais ce prestige ne peut pas venir de leur fonction. Leur autorité n'a pas été reconnue des subalternes, ce ne sont pas eux qui les ont choisis. D'où le chef peut-il tirer son prestige ?

Pas de ses connaissances puisque de plus en plus il devient étranger aux véritables problèmes professionnels; pas de ses valeurs morales puisqu'elles sont noyées par ses fonctions de coercition, et de servilité à l'égard de ses propres chefs.

Puisque son prestige ne peut se construire ni sur la coercition ni sur la servilité, il se base sur les aspects les plus artificiels : le costume, la démarche, la parole, le visage, le siège, le bureau, etc., sont autant de facteurs qui doivent aider le chef à asseoir son autorité.

Si les chefs, de par leur fonction doivent s'employer à se faire aimer de leurs subalternes, ils doivent également se faire apprécier de leurs supérieurs, mais ces deux tentatives se contredisent l'une l'autre.

Pour être appréciés de leurs subordonnés ils devront être coulants avec la discipline, ne pas appliquer de sanction. Ils devront mal faire ce dont ils sont chargés. Ils devront se montrer solidaires de leurs subalternes et prendre leur parti contre leur propre supérieur.

Par contre pour être apprécié de ses supérieurs, un chef devra avoir l'attitude inverse : se montrer énergique vis-à-vis des subalternes et servile vis-à-vis de tout ce qui vient d'en haut.

A n'importe quel niveau de la hiérarchie sociale, les subordonnés ont toujours les mêmes motifs de mépriser leurs supérieurs.

Mais si les travailleurs peuvent se permettre de manifester ouvertement leur animosité du fait qu'ils sont en bas de l'échelle hiérarchique et qu'ils ne risquent pas d'en descendre les échelons, il en est tout autrement pour les catégories intermédiaires qui, si elles veulent conserver leurs privilèges, devront camoufler toute attitude hostile à leurs supérieurs.

L'hostilité des cadres subalternes vis-à-vis de leurs supérieurs s'appuie sur des raisons particulières.

La première c'est que la plupart du temps la promotion des cadres ne peut se réaliser que lorsque les places des catégories supérieures deviennent vacantes c'est à dire lorsque le supérieur disparaît de lui-même ou lorsqu'il est évincé pour son incapacité ou ses fautes professionnelles. Mais celà n'est pas suffisant pour qu'un cadre puisse monter plus haut. Il doit faire face à une meute de candidats qu'il devra concurrencer. Dans ce domaine un collègue est automatiquement un ennemi, souvent au même titre que le supérieur.

C'est pourquoi les cadres devront non seulement cacher leurs griefs, mais encore, pour plus de sûreté, manifester des sentiments admiratifs, faire des déclarations de loyauté et donner des preuves de sincère attachement à leurs supérieurs, tout en discréditant par contre leurs semblables.

Sous les apparences de politesse et de savoir vivre les cadres se livreront à une lutte clandestine sans merci, intriguant, complotant, trahissant, formant des ligues et des clans. Ce sera là, la plus grande partie de leur préoccupation et de leur activité.

A partir d'un certain niveau, la vie des chefs ne sera qu'une grande obsession pour se maintenir et grimper, l'activité formelle restant toujours celle de diriger et de transmettre les ordres.

Servilité, manque total de solidarité, mouchardage, roublardise, tricherie, hypocrisie, mensonge, voilà les qualités esentielles que l'on doit posséder pour entrer dans le paradis des DIRIGEANTS.

La morale officielle que distribue la société est toute autre, mais l'immoralité est indispensable aux chefs et à la société.

:-:-:-:-:-:-:-:-:

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

RETOUR D'ALGERIE

Jean-Claude a 23 ans. Revenu du service militaire depuis 2 mois il a repris son boulot à la S.N.E.C.M.A.
J' ai fait sa connaissance dans une colonie de vacances où nous sommes moniteurs. L'un et l'autre nous ne sommes pas d'accord avec le directeur sur la discipline à appliquer aux enfants. Le directeur admire beaucoup deux moniteurs qui ramènent toujours en rang, par deux, les enfants à la colonie. Nous, on sort ensemble, et on laisse les gosses s'éparpiller où ils le veulent. Le soir avec un petit groupe de moniteurs on se couche fort tard; le directeur aurait voulu que nous ne nous couchions pas après onze heures.
Un jour, on parle des chanteurs actuels.
- Yves Montand ?
- Oui, pas mal; mais c'est un salaud. Il n'a pas signé le manifeste sur l'insoumission.
Il se met à me raconter son expérience récente de l'armée et de l'Algérie.
- C'était pas mon affaire la guerre.
Il était mécanicien d'avion; avec deux copains ils se démerdaient à ne rien foutre. Ils avaient une grande caisse dans un coin du garage où ils passaient la journée allongés.
Des soirs ils voyaient revenir des paras avec des moutons et des poulets dans leurs bras. Il y avait un camp de travail pas très loin. Parfois des paras s'amusaient à faire déshabiller tous les hommes et à les faire travailler nus.
Mais il n'insiste pas là-dessus. C'était un trou de treize mois dans sa vie, avec deux bons copains heureusement.
Ensuite il est allé finir son service à la base de Cognacq. Là il s'était bien amusé. Le soir il s'habillait en civil et il descendait à Angoulême où il avait des copains étudiants. Ils faisaient des " camembert-parties ".
Il est revenu à la vie civile; très vite il a compris que "c'était comme à l'armée "
-"Y avait des chefs. La plus grande partie du temps occupée à faire des choses emmerdantes. La même incurie, le même gaspillage, la même anarchie, la même discipline stupide dans sa boite qu'à la caserne".
Il travaille pas plus de quarante heures par semaine. Juste assez pour vivre; de 6 H 1/2 le matin à 2 H 1/2 l'après-midi.
- Le mariage ?
Il n'y croit pas. Ca l'agaçait à l'armée de voir des copains mariés ou fiancés, déjà installés dans une vie rétrécie.
A la colonie il y avait un couple de fiancés qui ne parlait jamais aux autres. Le garçon était fils de mineur, mais il s'en sortait, il finissait sa licence de physique. Ces fiancés se prenaient terriblement au sérieux. Le soir ils s'isolaient et écoutaient de la musique classique sur un transistor qu'il était fier "d'avoir construit lui-même ".
- " Des types comme ça, il y en avait des tas à l'armée qui léchaient pour avoir une perme; ça me fait mal moi " me dit Jean-Claude.
Pourtant il fléchissait peu à peu :
- " A un moment donné on souffre de la solitude. On sait pas quoi faire. "
Tous ses copains se mariaient, alors il commençait à envisager la vie en couple, sans savoir pourquoi. Il avait trouvé une copine à la colonie. Elle était fiancée depuis 3 ans. Elle non plus ne voulait pas semarier, mais elle allait finir par accepter. Ils couchaient ensemble avant de se quitter comme d'autres auraient joué aux échecs.

Un jour Jean-Claude acheta le "Canard Enchaîné" pour lire les contrepétries.
- "C'est con ce journal, ils parlent de politique ".
- "Tu es syndiqué ? "
- "Non. En 1946 ils auraient pu faire ce qu'ils voulaient et ils n'ont rien fait. Ils parlaient dur aux patrons alors; maintenant c'est zéro. Regarde ces deux délégués qui nous accompagnent dans le train, ils mettent leurs pantoufles et ils nous laissent faire le boulot de surveillance. "

C'était vrai.

Un jour Jean-Claude me dit :
- "Il n'y a qu'un travail vraiment intéressant qui peut donner satisfaction dans la vie. Mais ça n'existe pas, ou très peu. Il reste donc à se marer, à se réunir entre copains et copines. On verra bien après. Toi tu as de la chance, tu fais des études. C'est con que je me sois arrêté. Pour s'en sortir il faut des tas de diplômes.

Je n'ose pas trop le détromper :
- "Tu sais 80% des étudiants ne sont pas intéressés par leurs études. Ils passent des examens et des concours simplement pour avoir une meilleure planque. Mais ils ne se l'avouent même pas. Ils font semblant de se prendre très au sérieux. "

Je n'ose pas lui dire combien j'en ai marre de ces faces éteintes des jeunes collègues que je vais retrouver à la rentrée, de leurs conversations stériles ou prétentieuses.

A sa boite Jean-Claude est considéré comme un bon ouvrier. Mais pour la discipline il est très mauvais. Il attend qu'il y ait une grève pour être au premier plan de la bagarre. Cependant il ne s'intéresse pas à la politique :
- "Le parti communiste c'est comme les autres, il cherche le pouvoir, et son action est orientée dans ce seul but."

Après la rentrée on a pris un pot sur les Champs-Elysées. Grand déballage de luxe. Ce monde factice ça l'écoeurait :
- "De l'or sur de la merde. Il en faut des tôles pour fabriquer tous ces objets accumulés, toutes ces voitures qui enferment chacune un homme. Ils passent leur vie dans une petite boite en tôle avant de la passer dans une petite boite en bois."

Deux voitures avec chauffeur passent à toute allure, emmenant deux militaires américains :
- "En U.R.S.S. c'est pareil,lui dis-je, il y a toujours des militaires qui se font trimballer."
- " Toute une Révolution pour en arriver là. Qu'est-ce que tu fais ce soir ?
- "Je vais à une réunion politique avec des copains."

Il n'ose pas m'interroger. Nous nous quittons. Je le reverrai.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

SERVICES SOCIAUX OU PRIVILEGES POUR LES COPAINS ?

Depuis des années je donnais mes bleus à laver au service du lavage du Comité d'Entreprise, rue de Meudon, et dernièrement je payais 200 francs pour faire laver le pantalon et la veste. Déjà j'avais constaté des choses désagréables telles que la pagaye qui régnait dans ce service et la difficulté à récupérer mes bleus qui s'égaraient souvent (peut-être parceque je ne donnais pas de pourboire comme semblaient le solliciter les employés et auquel se soumettaient la plupart des gars que je rencontrais là-bas).

Au mois de Janvier nous fûmes informés que le centre de lavage était fermé pour cause d'économies. D'après ce que nous avons pu comprendre le centre de lavage faisait du déficit et il fallait une subvention pour renflouer la caisse.

Au premier abord ça semblait logique. Les oeuvres sociales du Comité d'Entreprise sont là pour aider les travailleurs. Elles coûtent de l'argent et c'est pour celà que la direction est obligée par la loi de donner à peu près 500 millions par an;

si la subvention diminue, il est normal que des oeuvres trop coûteuses soient supprimées.

Donc ne pouvant plus donner mes bleus à la laverie du C.E. je me résignais à aller les porter au commerçant du coin qui lui n'est pas une oeuvre sociale mais une entreprise capitaliste ayant pour but de rapporter de l'argent au trust des laveries, en l'occurrence le trust Blondine, et je me disais que j'allais me faire écorcher un peu plus. Quelle ne fut pas ma stupéfaction de me voir servir proprement, de retrouver mes bleus bien lavés, plus vite d'ailleurs qu'à la laverie du C.E., et de me les voir livrés bien enveloppés dans du papier pour la somme de 205 francs. Oui, DEUX CENT CINQ FRANCS ... soit 5 francs de plus qu'à la laverie.

Eh bien je me suis posé cette question : comment avec ces 5 francs par bleu cette entreprise capitaliste pouvait-elle y arriver en payant des taxes importantes et en faisant des bénéfices, alors que notre laverie était en déficit ?

Je m'amusai à calculer quels pouvaient être les frais supplémentaires de cette entreprise et voici ce que je trouvai :

I° - cette boutique avait dû coûter bien cher; nous connaissons le prix des "pas de porte" qu'il faut payer aujourd'hui pour ouvrir une boutique;
2° - le loyer d'une boutique est, aussi, bien plus élevé que celui d'un modeste local (la laverie se trouvait dans un bâtiment récupéré par la Régie);
3° - cette boutique payait chaque année une forte patente que n'avait pas à payer la laverie;
4° - cette entreprise payait sur son chiffre d'affaires une taxe de 9,29%;
5° - que les frais généraux étaient bien plus importants et qu'elles avaient des taxes locales à payer et surtout que cette entreprise était faite pour rapporter de l'argent à ses actionnaires.

Alors comment donc est-ce possible de faire du déficit à la laverie du C.E. quand ,malgré des frais considérables, une entreprise capitaliste fait des bénéfices ? Au C.E. nous ne pouvions avoir que 2 dépenses plus élevées : la première est que les employés de la laverie du C.E. étaient sans doute mieux payés que les employés du trust "Blondine" et ce serait tant mieux; la seconde est qu'un bon nombre de petits copains se"sucraient". Mais celà nous ne le saurons jamais. Les bonzes du C.E. ont un tel mépris pour les ouvriers que jamais ils ne donnent la moindre explication et les moindres comptes sur leurs petites affaires payées avec notre travail.

Encore une fois les bureaucrates syndicaux auront déshonoré "la gestion ouvrière " en se révélant comme des incapables et des profiteurs.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Vient de paraître,
publié par SOCIALISME OU BARBARIE

L E S G R E V E S B E L G E S

La " grande grève " décrite par ceux qui l'ont vécue.

Une brochure de 6I pages : 1 Nouveau Franc

La commander à Socialisme ou Barbarie,
42, rue René-Boulanger Paris X°
CCP 11 987 I9

ENSEIGNANTS : LA FAUSSE COUCHE DE LA F.E.N.

"Cette guerre qu'on nous fait, nous la menerons à son terme, tous ensemble, quoi qu'il nous en coûte dans l'immédiat", écrivait Lauré dans L'Enseignement Public du mois de mars.

Bien qu'ils n'aient été consultés ni sur les mots d'ordre ni sur les moyens d'action, les enseignants avaient répondu à l'appel : la grève administrative, la grève des examens étaient effectives. L'opinion publique, alertée, était favorable au mouvement.

Le Gouvernement ne pouvait plus refuser de répondre. Il a manoeuvré habilement :

1) Il a isolé les enseignants en rassurant l'opinion publique; la presse, la radio ont annoncé que les satisfactions accordées aux enseignants coûteraient 20 à 30 milliards. Déjà les 20 milliards sont devenus 18 et le ministre des Finances fait des réserves. Mais cela se passe sans bruit, comme pour les 40 milliards accordés à l'enseignement privé.
2) Il est arrivé à diviser les enseignants et à briser le mouvement.

Déjà, au départ, les revendications hiérarchisées mises en avant, la dispersion de la fonction enseignante en : primaire, cours complémentaires, technique, secondaire (certifiés, agrégés), supérieur, etc., rendaient facile cette parade du Gouvernement.

En accordant aux uns des satisfactions (d'ailleurs imprécises) qu'il refusait aux autres , il a réussi :

- A isoler le technique, qui continua seul le mouvement.
- A créer dans le secondaire une classe exceptionnelle qui divise les enseignants d'une même catégorie.
- A favoriser certains instituteurs (personne ne sait encore rien de précis à ce sujet).

En définitive, le mouvement a été déclenché sans que personne sache exactement pour quoi il luttait. Il se termine et personne ne sait exactement ce qu'il a obtenu. Les pourparlers sont menés à la De Gaulle entre le Gouvernement et la Direction Syndicale; la base doit faire confiance et attendre.

Nous risquons d'attendre longtemps, car l'augmentation des salaires est dérisoire, surtout pour les jeunes; la crise de recrutement demeure; les effectifs et les conditions de travail restent les mêmes.

Cela ne valait pas la peine de se désolidariser des autres fonctionnaires lors de la grève du 10 mars sous prétexte que l'Enseignement engageait la lutte pour des revendications qui lui étaient particulières. Même sur leur propre "stratégie" de la "lutte particulière" (stratégie imbécile et réactionnaire), nos dirigeants syndicaux sont donc incapables de mener un mouvement jusqu'au bout. Cette "guerre" dont parlait la Fédération de l'Education Nationale par l'intermédiaire de Lauré, son secrétaire général, ils ne l'ont pas menée à son terme, ils ne sont pas restés tous ensemble - le technique a été abandonné dès le premier choc - et, dans l'immédiat, il nous en coûte d'être plus isolés et plus divisés qu'avant.

Des abonnés de P.O. de NIMES, BELFORT, BORDEAUX, CAEN, GRENOBLE, LE MANS, MONTPELLIER, LILLE, TOULOUSE, LYON et MARSEILLE demandent à se mettre en rapport avec les lecteurs de leur région.
Ecrire à "Socialisme ou Barbarie" 42, rue René-Boulanger Paris X° qui transmettra.

J'HABITE DANS UN LOGECO

Lorsque j'étais enfant, les préoccupations de mes parents, leurs fréquentes discussions concernaient le logement. Comment se loger mieux ? Quand pourrons-nous avoir un peu plus d'espace ? disait mon père. Mais ils étaient toujours arrêtés par le prix du loyer, trop élevé. Le loyer, dans une famille ouvrière d'avant-guerre, c'était une hantise. La crise du logement, on en parlait déjà et on ne construisait guère. Mais quand mes parents trouvaient une occasion de logement, ils ne se décidaient pas, car la charge paraissait trop lourde. Mon père ne pouvait se résoudre à se lancer dans ce qu'il appelait "l'aventure".

Depuis, 25 années se sont passées; j'ai fait l'expérience que mon père n'a pas osé réaliser.

Au début, après la guerre, j'ai dû me loger dans un sordide deux pièces dont j'ai dû refaire, avec des copains, le toit et le plancher ; sans pour autant éviter la "reprise" au Gérant.

Et puis, ces dernières années, j'ai franchi le pas, je suis devenu co-propriétaire d'un LOGECO (Logements Economiques et Familiaux). Comme des dizaines de milliers d'autres travailleurs, j'étais marqué par mon enfance sans chambre, sans salle d'eau, dans une vieille maison sale; je voulais un logement convenable.

Je savais que je contractais une dette s'étalant sur vingt ans, que les soucis et les tracasseries allaient se succéder. Et pourtant, me voilà lié par ce procédé astucieux que les bourgeois ont trouvé pour tirer profit de la construction. J'ai essayé d'en comprendre le fonctionnement. Je me suis mis à participer aux assemblées générales d'actionnaires de la Société Immobilière à laquelle j'ai souscrit. J'ai compris bien des choses. La banque qui a lancé cet ensemble de 500 logements est connue comme une des plus grosses sociétés foncières. Cette cité n'est pas son premier plan ; elle en lance constamment; elle a des centaines d'employés, des architectes, des experts, des avocats ; elle connaît à fond les lois; elle sait même comme les tourner. Elle spécule sur les terrains en friche et marécageux achetés il y a 30 ans à 20 fr.(anciens) le m2. On nous les vend 2500 fr. anciens maintenant. La trouvaille consiste à mettre sur pied une société juridiquement indépendante des promoteurs. Statuts, notaire, actions, devis de construction, plans d'architecte, réglement de co-propriété, tout est en règle vis-à-vis des lois. Mais d'où vient l'argent ? Eh bien, l'argent vient des souscripteurs eux-mêmes, qui commencent à payer avant d'être co-propriétaires, et il vient aussi de l'Etat, du Sous-Comptoir des Entrepreneurs, du Crédit Foncier, qui avancent des fonds au fur et à mesure des travaux avec des intérêts que paieront pendant 20 ans les souscripteurs. Le terrain est vendu par les promoteurs à la société de construction. C'est un jeu d'écritures, car ce sont les fondés de pouvoir et leurs hommes de paille qui constituent le conseil d'administration.

La cité où j'habite a été dessinée par des architectes prix de Rome, tout est merveilleux sur le papier : viabilité, écoles ici, centre commercial là, parc de jeux pour les enfants ailleurs. La date de livraison est aussi inscrite .

Mais que se passe-t-il en réalité ? Les appartements sont vendus au plan et ils ne correspondent pas tout à fait aux devis proposés. On a triché, rogné, saboté. Les architectes ont saboté le travail. Les entrepreneurs - liés à la société foncière par des engagements de longue date, des relations personnelles et surtout par des copieux pots de vin - ont saboté le travail. Les ouvriers, travaillant à la tâche, ont saboté aussi le travail pour faire leur journée - ce qui n'a rien d'étonnant. Les résultats sont désastreux. Malfaçons partout, nécessitant des travaux supplémentaires, que les pauvres types de souscripteurs doivent payer. Ils doivent payer aussi des appels de fonds non prévus, car les prix sont revisés...en hausse bien sûr ! La date de livraison n'est presque jamais respectée.

La cité terminée, les déceptions continuent. La cité commerciale envisagée n'y est pas. L'école promise n'est pas encore construite trois ans après la fin des travaux. Il n'y a aucune vie sociale comme il y en avait dans le quartier de mon enfance. Le marché, le lieu où il y a des gens qui circulent, qui se retrouvent, des gars qui vendent des journaux à la criée le dimanche, le cinéma, le bureau de poste sont à 2 km. dans le centre de la ville....

En résumé, je paie bien cher mon désir, pourtant légitime et normal, de me loger correctement. D'abord je dois consacrer un important pourcentage de mon salaire à cet achat à crédit. Mon père consacrait environ 8% de son salaire au loyer. Pour moi, il s'agit de 20 %. Ensuite, j'ai perdu une partie de ma relative liberté. Je suis rivé à ce lieu. Je dois payer. Lorsque j'aurai fini de payer le Sous-Comptoir, ce sera le remboursement du capital lui-même au Crédit Foncier. Et puis après les réparations. Entre temps, il y aura des charges.... En regard de cela, les rapports que mes parents avaient avec le proprio (on l'appelait le Vautour) paraissent empreints de bonhomie....

Certains de mes amis n'ont pas pu acheter comme moi ces LOGECO. Ils ont attendu d'avoir un appartement dans un HLM. Pour eux aussi la situation est difficile, cela représente 25% de leur salaire. Toute une attitude leur est pratiquement imposée : ils cherchent l'emploi le mieux remunéré, des heures supplémentaires, du travail à domicile ou le dimanche ; ils travaillent le plus possible pour leur loyer. Les journaux, le Gouvernement et sa radio repètent à l'envi que la crise du logement se résorbe. Au rythme où vont les choses, tout le monde devrait être bien logé d'ici 4 ou 5 ans....

C'est bien possible. Et après ? La crise du logement ne sera plus de la même nature qu'il y a 25 ans. La France rejoindra dans ce domaine la situation des pays anglo-saxons et scandinaves, des Etats Unis, c'est-à-dire cette situation qui m'oblige à travailler deux mois par an pour avoir le droit de vivre dans 3 ou 4 cases avec ce qu'on appelle le confort.

Mais en plus de ce que j'ai à subir pour mon propre cas : frais imprévus, mauvaise qualité, vol manifeste, gestion scandaleuse , souci de faire face pendant des longues années, je ne suis pas content de "ma propriété". L'ensemble où j'habite n'est ni beau ni pratique. Rien de ce qui rendrait la vie collective possible n'y est prévu. Chacun doit donc rester chez soi. Tout ce qu'on aurait dû inclure pour compenser l'éloignement est absent : salle de réunions, bibliothèque, équipement sportif; pour les enfants: salle de jeux, garderie, etc.

Pourquoi cela ? Certainement pas à cause de l'incapacité des architectes et des urbanistes pris individuellement. Mais tout simplement parce que la société actuelle ne songe qu'au profit d'une part et encore plus à isoler les gens, à enraciner en eux l'esprit du petit propriétaire individualiste.

Sous une autre forme que celle de mon enfance, c'est toujours pour moi la crise du logement.

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LECTEUR :

Si tu veux nous aider :

Fais circuler POUVOIR OUVRIER,
Abonne-toi,
Envoie-nous des adresses de travailleurs que P.O. pourrait intéresser,
Ecris-nous pour nous faire part d'idées, de critiques, de faits significatifs.

POUR QUOI NOUS LUTTONS

Le monde capitaliste se survit sans rien changer à la division de la société entre possédants qui dirigent et dépossédés qui exécutent. A l'Est comme à l'Ouest les dirigeants de l'économie et de l'Etat s'emploient à transformer le travailleur en automate asservi aux machines, obéissant docilement aux slogans de la propagande officielle.

Depuis sa naissance la classe ouvrière a lutté pour se libérer de l'exploitation et pour organiser la société sur une base collective.

La seule solution à la crise du monde moderne c'est l'organisation de la société par les travailleurs, le pouvoir des travailleurs exercé par des Conseils élus et révocables, par des organes permettant à toute la population travailleuse de gérer la vie sociale. La population travailleuse n'est rien d'autre que le producteur collectif de la société moderne. Elle est donc seule capable d'organiser la production et d'établir une planification répondant à ses propres besoins.

Ouvriers, employés, intellectuels, nous combattons pour le socialisme, pour le POUVOIR OUVRIER.

Les organisations qui prétendent représenter la classe ouvrière ont abandonné ce combat depuis longtemps.

Les centrales syndicales actuelles ne sont même plus capables de soutenir sérieusement les revendications ouvrières pour les salaires et les conditions de travail.

Contre les appareils bureaucratiques qui dirigent les syndicats actuels, nous ne préconisons pas de former de nouveaux syndicats, mais nous agissons pour que les travailleurs décident eux-mêmes de leurs propres revendications, organisent et contrôlent à la base leurs propres luttes.

Contre le nationalisme qui asservit les exploités aux exploiteurs de chaque pays, nous proclamons la nécessité d'unir les prolétaires de tous les pays en un seul mouvement international.

Nous luttons pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire, une avant-garde des travailleurs manuels et intellectuels dont le seul but sera d'aider l'ensemble de la classe ouvrière à réaliser son propre pouvoir :

LE POUVOIR DES CONSEILS DES TRAVAILLEURS.

Pour recevoir régulièrement " POUVOIR OUVRIER "

A B O N N E Z V O U S : I an = I2 n° = 2NF ou 8 timbres à 0,25 NF.

Pour aider l'action entreprise par "POUVOIR OUVRIER"

souscrivez un ABONNEMENT DE SOUTIEN : 1 an = 5 NF.

Faites les versements au compte de "SOCIALISME OU BARBARIE" CCP PARIS II987 I9
42, rue René-Boulanger Paris X°

Gérant : P. ROUSSEAU.